Anno 1873. — Roma - Venerdì, 12 Settembre — **Num. 252.**

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

ASSOCIAZIONI

Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento:

		Trim.	Sem.	Anno
ROMA	L.	11	21	40
Per tutto il Regno	»	13	25	48

Solo Giornale, senza Rendiconti:

ROMA	L.	9	17	32
Per tutto il Regno	»	10	19	36

Estero, aumento spese di posta.

Un numero separato in Roma, centesimi 10, per tutto il Regno centesimi 15.

Un numero arretrato costa il doppio.

Le Associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI

Annunzi giudiziari, cent. **25.** Ogni altro avviso cent. **30** *per linea di colonna* o *spazio di linea.*

AVVERTENZE.

Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono alla Tipografia **Eredi Botta:**

In **Roma**, via dei Lucchesi, n. 4;

In **Torino**, via della Corte d'Appello, numero 22;

Nelle Provincie del Regno ed all'Estero agli **Uffici postali.**

PARTE UFFICIALE

Il N. 1548 *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data all'accordo firmato a Firenze l'8 agosto, a Vienna il 30 giugno, ed a Pesth il 13 giugno 1873 dal rappresentante della Amministrazione dei telegrafi d'Italia da una parte, e dai rappresentanti delle Amministrazioni dei telegrafi dell'Austria e dell'Ungheria dall'altra parte, per le tasse delle corrispondenze telegrafiche fra i due Stati.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Valsavaranche, addì 20 agosto 1873.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

ARRANGEMENT PARTICULIER

conclu entre l'Administration des télégraphes d'Italie d'une part et les Administrations des télégraphes de l'Autriche et de la Hongrie d'autre part.

La correspondance télégraphique entre l'Italie d'une part, et l'Autriche et la Hongrie d'autre part, étant réglée par la Convention internationale de Paris, revisée à Rome le 14 janvier 1872, les Administrations ont stipulé, aux termes de l'article 62 de la dite Convention, l'arrangement particulier suivant, sous réserve d'approbation.

Art. 1. Les bureaux italiens de Rome, Milan, Venise, Verone et Udine, et les bureaux autrichiens de Vienne, Trieste, Klagenfurt et Bolzano, sont chargés exclusivement du service de dépôt international. Les autres bureaux, situés sur les fils internationaux peuvent échanger la correspondance dont l'origine et la destination ne dépasse pas les bureaux de dépôt les plus rapprochés. Tous les soirs, à la clôture du service ces bureaux doivent annoncer au bureau de dépôt de la propre Administration, désigné par celle-ci, le nombre des dépêches ainsi transmises.

Art. 2. Les taxes terminales des correspondances limitrophes sont fixées comme suit:

A — Autriche-Hongrie.

1° Pour les stations du Tirol, du Vorarlberg, de la Carinthie, de la Carniole, des cercles de Gorice, Trieste, et Istrie, ainsi que pour les stations de l'Administration hongroise situées le long de la côte adriatique . . . . 1 frc.

2° Pour toutes les autres stations . 2 frcs.

B — Italie.

1° Pour les stations situées dans le territoire limité par le Po, le Tessin et le lac Majeur . . . . 1 frc.

2° Pour toutes les autres stations . 2 frcs.

Art. 3. La taxe de transit de l'Autriche-Hongrie pour les correspondances échangées entre les frontières de l'Italie et de la Suisse est fixée à . . . . 1 frc.

Art 4. La taxe de 1 franc est fixée pour le transit soit du territoire de l'Administration italienne, soit du territoire de l'Administration I. R. dans le cas où, par suite de circonstances imprévues, une dépêche est déviée en traversant le territoire de l'autre Administration, pour rentrer au territoire d'origine. Le contrôle de ces dépêches ne sera fait que par la station de dépôt, qui les réexpédiera dans le territoire d'origine.

Art. 5. La quote part des taxes terminales et de transit, qui, d'après les tableaux des taxes annexés à la Convention revisée à Rome, sont communes aux Etats dont relèvent les Administrations contractantes, sera de 2 francs 20 cent. pour l'Autriche et la Hongrie et de 80 centimes pour l'Italie.

Art. 6. Les dépêches météorologiques et celles qui concernent d'autres objets d'intérêt public sont expédiées en franchise comme dépêches de service. Les Administrations télégraphiques contractantes s'entendront sur l'application de cet article et le mode d'expédition de ces dépêches.

Art. 7. Les parties contractantes régleront leurs comptes réciproques, de la manière suivante:

a) Pour les correspondances terminales des deux Etats, échangées directement ou par la voie de la Suisse, les taxes seront réglées selon les dispositions du dernier paragraphe de l'art. 54 de la Convention revisée à Rome;

b) Pour toutes les autres correspondances l'Administration I. R. des télégraphes à Vienne transmettra chacque mois à l'Administration italienne un compte où toutes les dépêches expédiées à l'Italie seront traitées individuellement avec le montant des taxes y afférentes. Ce compte sera divisé en autant de parties qu'il y aura de fils affectés à la correspondance entre les deux pays. Au montant de ce compte on ajoutera le nombre des dépêches terminales transmises à l'Italie, et le montant de leurs taxes moyennes.

L'Administration I. R. dressera également chaque mois le compte des dépêches reçues de l'Italie, et le transmettra à l'Administration italienne.

L'Administration italienne vérifiera ces comptes d'après la disposition de l'art. XXXI du réglement annexé à la dite Convention.

Art. 8. L'établissement des comptes réciproques mensuels et le paiement de la solde résultante de la liquidation trimestrielle sera à la charge de l'Administration des télégraphes italiens et de l'Administration I. R. des télégraphes à Vienne, qui procédera à cet égard aussi au nom de l'Administration hongroise.

Art. 9. La présente Convention sera mise en vigueur dans le plus bref délai possible et aura la même durée que la Convention internationale conclue à Rome.

Fait à Pesth, le 13 juin 1873.

Vienne, le 30 juin 1873.

Florence, le 8 août 1873.

E. D'Amico.
Kolbensteiner.
Ary.

Il N. 1549 (Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5° dello Statuto fondamentale del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri,

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla Dichiarazione firmata a Parigi il 16 luglio 1873 fra l'Italia e la Francia, intesa a facilitare la audizione dei testimoni chiamati da un paese all'altro.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Valsavaranche, addì 20 agosto 1873.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

Déclaration.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et le Gouvernement de la République Française, voulant faciliter l'audition des témoins appelés d'un pays dans l'autre, M. le Chevalier Nigra, envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Italie, d'une part, et M. le Duc de Broglie, Ministre des Affaires Étrangères de France, d'autre part, dûment autorisés, sont, par la présente Déclaration, convenus de substituer au § 1 de l'article 14 de la Convention d'extradition du 12 mai 1870, les stipulations suivantes:

1. Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays, auquel appartient le témoin, l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite. Si le témoin requis consent à partir, une indemnité lui sera accordée et payée d'avance par l'État requérant, conformément aux dispositions suivantes:

a) Il sera alloué au témoin 2 francs pour chaque jour pendant lequel il aura été détourné de son travail ou de ses affaires.

b) Les témoins du sexe féminin et les enfants de l'un ou de l'autre sexe, au-dessous de l'âge de quinze ans, recevront pour chaque jour 1 franc 50 centimes.

c) Si les témoins sont obligés de se transporter hors du lieu de leur résidence, il leur sera alloué des frais de voyage et de séjour. Cette indemnité est fixée, pour chaque myriamètre parcouru, en allant et en venant, à 2 fr. Lorsque la distance sera égale ou supérieure au 1|2 myriamètre (5 kilomètres), il sera accordé au témoin le montant entier de l'indemnité fixée pour le myriamètre; si la fraction est au-dessous du 1|2 myriamètre, il n'en sera pas tenu compte. L'indemnité de 2 francs sera portée à 2 francs 50 centimes pendant les mois de novembre, décembre, janvier et février.

d) Lorsque les témoins seront arrêtés dans le cours du voyage par force majeure, ils recevront en indemnité, pour chaque jour de séjour forcé, 3 francs. Ils seront tenus de faire constater par le maire ou, à son défaut, par un autre magistrat donnant les garanties voulues, la cause forcée du séjour en route, et d'en représenter le certificat à l'appui de leur demande en taxe.

e) Si les témoins sont obligés de prolonger leur séjour dans la ville où se fera l'instruction de la procédure et qui ne sera point celle de leur résidence, il leur sera alloué pour chaque jour une indemnité de 3 francs 50 centimes.

f) La taxe des indemnités de voyage et de séjour sera double pour les enfants mâles au-dessous de 15 ans et pour les filles au-dessous de l'âge de 30 ans, lorsqu'ils seront appelés en témoignage et qu'ils seront accompagnés dans leur route et séjour par leur père, mère, tuteur ou curateur, à la charge, par ceux-ci, de justifier leur qualité.

L'indemnité mentionnée aux lettres *a*) et *b*) sera due, en tout état de cause et cumulativement avec celles que stipulent les alinéa *c*), *d*), *e*) et *f*).

2. Le Gouvernement auquel appartient le témoin lui fera, si ce témoin le demande, l'avance des émoluments qui lui sont alloués par le tarif convenu, pour son voyage au lieu où il est appelé, sous réserve de restitution de la part du Gouvernement requérant. Les indemnités qui lui seront dues, au contraires, pour son séjour dans le lieu où il est appelé à déposer et pour son retour, lui seront acquittées par les soins du Gouvernement requérant.

3. Pour l'exécution de la clause précédente, le Gouvernement requis fera mentionner sur une feuille de route régulière ou sur la citation, le montant de l'avance qu'il aura faite et l'indication en myriamètres de la distance du lieu du domicile du témoin à la frontière de l'État requérant.

4. La présente Déclaration aura la même durée que la Convention du 12 mai 1870, à laquelle elle se rapporte.

En foi de quoi, les Soussignés ont dressé la présente Déclaration qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Paris en double expédition, le 16 juillet 1873.

(*L. S.*) **Nigra.**
(*L. S.*) **Broglie.**

Il N. 1552 (Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visti gli articoli 10 e 29 del regolamento annesso al R. decreto 22 novembre 1871;

Sentito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro delle Finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Le cauzioni per somme superiori a L. 5000, che debbono dare i magazzinieri di vendita dei generi di privativa, potranno essere costituite mediante iscrizione ipotecaria su beni stabili nel modo stabilito dall'articolo 2 del R. decreto 8 giugno scorso, n. 1447.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Valsavaranche, addì 17 agosto 1873.

VITTORIO EMANUELE.

M. MINGHETTI.

Nomine e disposizioni avvenute negli ufficiali di stato maggiore generale ed aggregati della R. Marina:

Con R. decreto 3 agosto 1873:

Gagliardini Francesco, medico di corvetta di 1ª classe nel Corpo sanitario militare marittimo, collocato in riforma dal 1° ottobre 1873;

Pierfederici Decio, sott'ufficiale di maggiorità 3ª divisione Corpo R. equipaggi, nominato scrivano di 2ª classe nel personale di segreteria dei comandi in capo di deposito marittimo dal 16 agosto 1873.

Con RR. decreti 17 agosto 1873:

Lugaro Giuseppe, sottocommissario di 3ª classe nel Corpo di commissariato marittimo, collocato in riforma in base della legge 1° giugno 1872 n. 848 dal 1° ottobre 1873;

Fergola Mariano, sottosegretario di 2ª classe nelle segreterie dei comandi in capo, promosso a sottosegretario di 1ª classe dal 1° settembre 1873;

De Cosiron Enrico, scrivano di 1ª classe nelle segreterie dei comandi in capo, promosso a sottosegretario di 2ª classe dal 1° settembre 1873;

Mango Angelo, sott'ufficiale di maggiorità 3ª divisione Corpo R. equipaggi, nominato scrivano nelle segreterie dei comandi in capo di dipartimento marittimo a far tempo dal 1° settembre 1873;

Pastine Giovanni Battista, furiere maggiore nel Corpo R. fanteria marina, id. id.

Con RR. decreti 31 agosto 1873:

Mastellone Gaetano, luogotenente nel Corpo R. fanteria marina, collocato in riforma in base alla legge 1° giugno 1872 n. 848 a decorrere dal 1° ottobre 1873;

De Luca Michele, sottotenente di vascello nello stato maggiore generale della R. Marina, id. id.;

Donadoni Giuseppe, medico di corvetta nel Corpo sanitario militare marittimo, accettate le volontarie dimissioni dal R. servizio a far tempo dal 16 settembre 1873;

Biestro Luigi, sottotenente nel Corpo R. sanitario marittimo, promosso luogotenente nel Corpo stesso a far tempo dal 1° ottobre 1873;

Predanzan Giuseppe, sergente id., promosso sottotenente id. id.

Defunto:

Capecelatro Camillo, sottosegretario nei comandi in capo, morto in Venezia il 4 agosto 1873.

MINISTERO

DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Avviso di concorso.

Presso il Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio in Roma è aperto un concorso per titoli e per esami alle cattedre qui appresso indicate:

Insegnamenti e Istituti nei quali vaca la cattedra	*Stipendio che vi è assegnato*	
Lettere italiane con nozioni di Psicologia e di Logica — Napoli	2000	**
Lingua francese — Bergamo	1200	*
Id. — Caltanissetta	1200	*
Id. — Reggio nell'Emilia	1200	*
Id. — Viterbo	1200	*
Lingua inglese — Venezia	1440	*
Id. — Viterbo	1200	*
Lingua tedesca — Venezia	1440	*
Lingua francese e tedesca — Cremona	1600	*
Storia e geografia descrittiva e politica — Cremona	1600	*
Id. — Girgenti	1440	*
Storia, geografia descrittiva e politica e legislazione rurale — Viterbo	1800	**
Storia e legislazione rurale — Parma	1760	*
Economia politica e statistica — Sassari	1800	**
Economia politica, statistica e diritto amministrativo — Roma	2000	**
Diritto civile e commerciale e legislazione rurale — Sassari	1760	**
Computisteria — Sassari	1600	*
Computisteria e ragioneria — Roma	2000	**
Disegno d'ornato — Sassari	1600	*
Id. — Viterbo	1200	*
Matematiche elementari — Livorno	1760	*
Id. — Napoli	1760	*
Id. — Parma	1760	*
Id. — Bergamo	1600	*
Id. — Como	1600	
Id. — Forlì	1600	
Id. — Vicenza	1600	*
Matematiche elementari ed elementi di meccanica — Cremona	1600	*
Id. — Girgenti	1600	
Matematiche superiori, geometria descrittiva e disegno relativo — Pavia	2200	
Id. — Sassari	2000	**
Id. — Ancona	1800	**
Fisica ed elementi di meccanica — Bari	2000	**
Fisica, elementi di meccanica e geografia astronomica e fisica — Bologna	1800	**
Id. — Messina	1800	**
Id. — Ancona	1760	
Fisica, storia naturale e geografia astronomica e fisica — Girgenti	1800	**
Storia naturale e sue applicazioni al commercio — Forlì	1440	*
Botanica e zoologia e loro applicazioni al commercio — Roma	2200	**
Chimica generale — Livorno	2000	**
Chimica generale ed agraria — Napoli	2200	**
Id. — Sassari	2200	
Id. — Roma	2200	**
Id. — Viterbo	2000	
Id. — Cuneo	1800	**
Id. — Girgenti	1800	**
Fisica, chimica generale ed agraria — Teramo	2200	
Agronomia e storia naturale ed applicata — Sondrio	1800	**
Agronomia e computisteria rurale — Parma	2200	**
Id. — Brescia	1800	**
Id. — Pesaro	1600	
Estimo, agronomia e computisteria rurale — Cremona	2000	**
Id. — Sassari	2000	**
Id. — Teramo	2000	
Geometria pratica e costruzioni rurali — Sassari	2000	**
Id. — Teramo	2000	
Id. — Viterbo	2000	

Gli aspiranti debbono dichiarare nella domanda di ammissione per quale cattedra intendono di concorrere, e se per titoli, per esame, o per titoli ed esame insieme, e se vincolano la loro domanda ad un Istituto e al grado di professore titolare o di reggente.

Sono ammessi al concorso:

1° Coloro che hanno ottenuta la laurea in una delle Facoltà universitarie del Regno, o compiuti gli studi nell'Istituto tecnico superiore di Milano, nelle Scuole d'applicazione per gl'ingegneri, nelle Scuole superiori d'agricoltura, nella Scuola superiore di commercio di Venezia o nel R. Museo Industriale Italiano, secondo la natura della cattedra cui aspirano;

2° Coloro che occupano in un Istituto governativo o pareggiato d'istruzione secondaria, o in una Scuola d'arti e mestieri una cattedra simile od affine a quella che intendono conseguire.

I docenti negli istituti pareggiati dovranno però avere insegnato in questi per un tempo non minore di tre anni continui.

Per le cattedre di lingue straniere e di disegno ornamentale si richiede soltanto che gli aspiranti abbiano conseguito il diploma di abilitazione all'insegnamento delle dette materie nelle Scuole tecniche normali e magistrali del Regno.

I concorrenti per esame, a dar prova della loro idoneità all'insegnamento prescritto coi programmi del 1871, dovranno sottoporsi ad un esperimento, il quale, per massima, consterà:

1° Di un tema in iscritto;

2° Di un esperimento orale;

3° Di una lezione della durata non minore di tre quarti d'ora e non maggiore di un'ora e un quarto; da questa prova sono però esentati gli aspiranti a cattedre di disegno.

Gli aspiranti a cattedre di chimica saranno inoltre tenuti a compiere una o più analisi in laboratorio.

Gli aspiranti che saranno stati riconosciuti idonei, sia per titoli, sia per esame, saranno nominati alle cattedre vacanti come professori titolari o come reggenti, a seconda del numero dei suffragi che avranno conseguito. Però alle cattedre per le quali non è stanziato uno stipendio maggiore di lire 1760 non potranno essere eletti che professori reggenti. I nominati entreranno in ufficio il 1° novembre 1873.

Ad ogni concorrente riconosciuto idoneo verrà rilasciato un certificato d'eleggibilità; per coloro che avranno fatto le prove dell'esame, nel certificato saranno indicati i punti ottenuti in ciascuna di esse.

I concorrenti dovranno far pervenire domande e documenti al Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio non più tardi del 5 ottobre di quest'anno.

Gli esami avranno luogo nello stesso mese di ottobre ed i concorrenti saranno avvertiti del giorno in cui essi cominceranno.

Roma, addì 31 agosto 1873.

Il Direttore Capo della 4ª Divisione
O. CASAGLIA.

(*Si pregano le Direzioni dei giornali a voler riprodurre questo avviso*).

* Questi stipendi saranno aumentati del 10 per cento per gli insegnanti aventi grado di titolare o reggente.

** Questi stipendi saranno aumentati del 10 per cento per gli insegnanti aventi grado di titolare.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA.

Avviso di concorso.

Essendo vacante nella Biblioteca Universitaria di Roma un posto di assistente di seconda classe con lo stipendio annuo di lire millenovecento, che potrà essere aumentato fino a lire duemila dugento; chi desidera di concorrere a quell'ufficio, dovrà mandare a questo Ministero entro il mese di ottobre prossimo avvenire la sua domanda in carta bollata da una lira, ed i suoi titoli.

A forma del regolamento vegliante, il concorso sarà per titoli e per esame.

I titoli concerneranno i gradi accademici ottenuti, gli studi fatti, le opere pubblicate, i servigi prestati.

L'esame sarà orale e in iscritto.

L'esame orale avrà per oggetto la storia e geografia dell'antichità con particolare riguardo alla storia e geografia d'Italia, la storia e geografia generale del medio evo, la storia generale dell'evo moderno, la storia letteraria, specialmente d'Italia, la filologia classica e la grammatica comparata, la bibliologia, la paleografia e la diplomatica.

L'esame in iscritto verserà sulle lingue latina e greca, sull'italiana e sulla francese.

Roma, addì 2 agosto 1873.

Il ff. di Segretario Generale Rezasco.

CASSA DEI DEPOSITI E DEI PRESTITI
presso la Direzione Generale del Debito Pubblico

(2ª *pubblicazione*).

In conformità al prescritto degli articoli 143 e 144 del vigente regolamento approvato con R. decreto 8 ottobre 1870, n. 5943, per l'esecuzione della legge 17 maggio 1863, n. 1270, si deduce a pubblica notizia, per norma di chi possa avervi interesse, che, essendo stato dichiarato lo smarrimento della polizza di deposito infradescritta, ne sarà, ove non siano state presentate opposizioni, rilasciato il corrispondente duplicato appena trascorsi dieci giorni dall'ultima pubblicazione del presente, la quale, ad intervalli di dieci giorni, verrà per tre volte ripetuta.

Polizza n. 11890 emessa il 6 agosto 1868 dalla abolita Cassa dei depositi e prestiti di Napoli, rappresentante il deposito di lire 100, fatto da Cerulli avv. Vincenzo di S. Angelo de' Lombardi per cauzione di libertà provvisoria di Pasciuti Michele di Pasquale di Laudonia.

Firenze, addì 29 agosto 1873.

Per il Direttore Capo di Divisione
Frascaroli.

Per il Direttore Generale
Chiesola.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO

Il principe imperiale di Germania è andato in Baviera per passare a rassegna uno dei due corpi dell'esercito bavarese, mentre che il principe Luitpoldo passa in rivista il secondo corpo di truppe. Il re Luigi di Baviera scrisse al principe Federico Guglielmo annunziandogli che metteva a disposizione di lui i reali castelli di Ansbach, di Würzburg e di Nuremberg.

A Monaco il Comitato superiore di medicina tenne una conferenza, alla quale assisteva il ministro dell'interno, sig. von Pfeufer, e dove si trattò della convocazione della Dieta. Avuto riguardo alla presente condizione sanitaria, il Comitato superiore di medicina ha, dicesi, dichiarato che non conveniva convocare le Camere.

Il marchese de Castellane, deputato del Cantal, ha pronunziato al concorso agricolo di Salers un discorso che la *France* interpreta come il programma del partito fusionista e che il *Journal des Débats* biasima severamente per la eccessiva violenza e per la confusione che vi è fatta dei repubblicani coi radicali.

« Il marchese de Castellane, scrive il primo dei citati giornali, nell'articolo che esso consacra all'accennato discorso, ripete ciò che fu già detto da un foglio lionese. « La monarchia sarà costituzionale o non sarà affatto. » Egli vuole inoltre che essa si appoggi sui principii dell'89 e che ne sia l'applicazione. Egli non confonde la grande rivoluzione francese le cui conquiste sono irrevocabili, colle rivoluzioni le quali altro non sono state che mutamenti di poteri o di dinastia.

« Ecco, esclama la *France*, più che non bisogni per distaccare il signor de Castellane dal vero partito legittimista e per far respingere con indignazione le sue proposte dal conte di Chambord. Il discorso del signor de Castellane prova, come dicevamo ieri, che le cose non hanno fatto un passo. Si potè mettersi d'accordo per combattere il partito radicale alla condizione che ognuno raccoglierebbe la propria bandiera e differirebbe le proprie speranze. Dal momento in cui si ode la parola *monarchia* — o sia quella del 1874 o siaquella del 1830 — l'accordo cessa, il programma del signor de Castellane subirà la sorte stessa che è toccata a tutti gli altri programmi. Per cominciare, l'*Univers* non lo pubblica se non se facendo le più espresse riserve sulle « pretese conquiste del 1789. »

Il *Journal des Débats* ripete che uno dei caratteri salienti dell'attuale governo francese è la indecisione.

« In questo momento, scrive il foglio parigino, il governo è obbligato, a termini di legge, a prendere fra breve una risoluzione concernente le elezioni parziali, la cui scadenza è prossima. Infatti vi sono cinque dipartimenti pei quali il termine legale scade dal 12 al 26 di ottobre, vale a dire: la Loira, l'Aude, il Finistère, il Puy de Dôme e l'Alta Garonna. Ora il Consiglio dei ministri non ha ancora deciso nulla, e si è separato sabato scorso rimettendo la sua deliberazione definitiva alla prossima adunanza, che è annunziata per giovedì.

« Se si dee credere alle asserzioni di certe corrispondenze dirette alla stampa straniera, non vi sarebbe nel ministero unanimità d'avviso su questa questione importante. L'opinione che sembrerebbe dominarvi è che in massima non convenga convocare gli elettori di un dipartimento quando questo non conti che una sola vacanza ne' suoi rappresentanti. Partendo da questa idea, il governo si proporrebbe adunque di presentare alla ripresa della prossima sessione un progetto di legge concepito in questo senso. Frattanto, per osservare scrupolosamente la legge esistente, esso deciderebbesi a far procedere alle elezioni urgenti.

« Noi siamo persuasi che adempirà volentieri a questo dovere. In quanto al progetto che gli si attribuisce, a noi sembra che per giudicarlo convenga aspettare che le sue intenzioni in proposito siano conosciute meglio e con più certezza di quello che possa darcene la *Nuova Stampa Libera* di Vienna, la quale sola fin qui ne ha fatta menzione.

« D'altronde una simile proposta non potrebb'essere discussa indipendentemente dalla legge elettorale, a cui l'Assemblea penserà certamente se si decide infine a porsi un giorno o l'altro sul terreno delle questioni costituzionali. »

Si afferma che il nuovo ministero spagnuolo penserà anzitutto a istituire una Giunta superiore militare, composta dei generali di grado più elevato. Questa Giunta sarà incaricata delle nomine da farsi a tutti gli impieghi dipendenti dal ministero della guerra. Il riordinamento del corpo di artiglieria e la nomina a tutti gli impieghi, cominciando dal grado di luogotenente colonnello, si farà in consiglio dei ministri. Corre voce che il generale Santa Pau continuerà ad essere incaricato, per *interim*, del comando in capo dell'esercito del Nord. Il signor Castelar continua a ricevere numerose felicitazioni dalle provincie.

Si annunzia da Barcellona che vennero imbarcati sul vapore *Ulloa*, a destinazione di Ceuta, quarantaquattro condannati per la ribellione della caserma di Atarozanos. In questo numero trovansi i dodici condannati a morte, la esecuzione capitale dei quali è differita fino alla decisione delle Cortes sull'applicazione delle ordinanze militari.

La *Gaceta de Madrid* pubblica un decreto del capo del potere esecutivo, che nomina il maresciallo di campo don Romualdo Palacios y Gonzalez comandante in secondo del capitanato generale dell'isola di Cuba.

Il presidente della Repubblica Argentina ha indirizzato alle Camere il Messaggio ch'egli suole inviar loro per esporre al Congresso la situazione finanziaria della Confederazione, e sottoporre al voto del medesimo il bilancio dell'anno successivo. Per le molte economie effettuatesi sul bilancio del ministero delle finanze, il governo giudicò di poter proporre alle Camere un aumento di stipendio per certi impiegati finora male retribuiti, come sono gli impiegati doganali di Buenos-Ayres e di Rosario. Questo supplemento di stipendi ascenderà alla somma di 97,427 piastre, e verrà iscritto nel capitolo delle dogane.

BOLLETTINO DEL CHOLERA

(11 settembre).

Provincia di Venezia.

Venezia, casi 3, morti 3.

In altri 7 comuni complessivamente: casi 12, morti 7.

Totale dei casi nella provincia: 15, morti 10.

Provincia di Treviso.

In tre comuni complessivamente: casi 3, morti 0.

Provincia di Parma.

Parma, casi 2, morti 2.

Fontanellato, casi 1, morti 0.

Totale dei casi nella provincia: 3, morti 2.

Provincia di Brescia.

Brescia, casi 0, morti 0.

Provincia di Udine.

Udine, casi 3, morti 0.

In altri 7 comuni complessivamente: casi 10, morti 6.

Totale dei casi nella provincia: 13, morti 6.

Provincia di Padova.

Padova, casi 7, morti 3.

In altri 2 comuni complessivamente: casi 2, morti 0.

Totale dei casi nella provincia: 9, morti 3.

Provincia di Genova.

Genova, casi 3, morti 4.

In altri 6 comuni complessivamente: casi 9, morti 3.

Totale dei casi nella provincia: 12, morti 7.

AMMINISTRAZIONE DEL LOTTO PUBBLICO.

DIREZIONE COMPARTIMENTALE DI NAPOLI.

Avviso di concorso.

È aperto il concorso a tutto il di 25 settembre 1873 alla nomina di ricevitore del lotto al Banco numero 589, nel comune di Lavello, provincia di Basilicata Potenza, con l'aggio lordo medio annuale di lire 1087 30.

Gli aspiranti alla detta nomina faranno pervenire a questa Direzione l'occorrente istanza in carta da bollo, corredata dei documenti comprovanti i requisiti voluti dall'art. 135 del regolamento approvato con R. decreto 24 giugno 1870, n. 5736, nonchè i titoli di pensione o servizio accennati nel successivo art. 136, qualora ne fossero provvisti.

Nell'istanza sarà dichiarato di uniformarsi alle condizioni tutte prescritte dal mentovato regolamento sul lotto.

Napoli, addì 2 settembre 1873.

Il Direttore Compartimentale: G. Milzo.

AMMINISTRAZIONE DEL LOTTO PUBBLICO.

DIREZIONE CENTRALE DI ROMA.

Avviso di concorso.

È aperto il concorso a tutto il dì 20 settembre 1873 alla nomina di ricevitore del lotto al banco num. 354 nel comune di Sant'Elpidio al Mare, provincia di Ascoli Piceno, con l'aggio medio annuale di lire 579 52 lorde.

Gli aspiranti alla detta nomina faranno pervenire a questa Direzione l'occorrente istanza in carta da bollo corredata dei documenti comprovanti i requisiti voluti dall'articolo 135 del regolamento approvato con Reale decreto 24 giugno 1870, num. 5736, nonchè i titoli di pensione o servizio accennati nel successivo articolo 136, qualora ne fossero provvisti.

Nell'istanza sarà dichiarato di uniformarsi alle condizioni tutte prescritte dal mentovato regolamento sul lotto.

Roma, addì 26 agosto 1873.

Il Direttore Centrale: M. Contarini

R. COLLEGIO DI MUSICA DI NAPOLI.

Il Consiglio direttivo, visto l'impedimento dei professori del Collegio in causa degli esami di concorsi ai posti vacanti di maestri, proroga i concorsi per i posti gratuiti degli allievi fissati pel 15 corrente, al giorno 4 prossimo venturo novembre.

Napoli, 3 settembre 1873.

Il Segretario della Presidenza e del Consiglio Francesco Ronita.

Dispacci elettrici privati

(AGENZIA STEFANI)

Madrid, 11.

Alle Cortes il ministro dell'interno, spiegando le voci relative all'organizzazione di una banda carlista a Madrid, negò l'importanza di questo fatto, e disse che parecchie persone, arrestate come implicate in questa cospirazione carlista, furono poste in libertà per mancanza di prove.

Parigi, 11.

Seduta della Commissione permanente. — Noel Parfait, repubblicano, richiama l'attenzione del ministro degli affari esteri sulla lettera pastorale dell'arcivescovo di Parigi.

Il ministro risponde che la politica estera del governo non è mutata, ed è quella stessa che fu esposta nei messaggi e nelle circolari. Soggiunge che il governo è affatto estraneo al linguaggio dei vescovi.

Noel Parfait dichiara che prende atto di questo implicito ripudio della pastorale dell'arcivescovo.

Mahy, repubblicano, domanda spiegazioni sulla situazione dei dipartimenti ove sono prossime le elezioni.

Il duca di Broglie risponde che il governo lascierà agli elettori tutte le libertà legali, ma che non può spogliarsi de' suoi poteri; soggiunge che esso renderà conto de' suoi atti all'Assemblea.

Parigi, 11.

I giornali legittimisti l' *Assemblée Nationale*, la *Gazette de France* e l'*Union* vanno d'accordo nel combattere l'idea di prolungare l'attuale stato provvisorio, che dichiarano impossibile, ed attaccano vivamente il progetto di prorogare i poteri a Mac-Mahon.

Best, 10.

Il Granvisir di Persia ha offerto le sue dimissioni, in causa delle grandi fatiche che deve sopportare, e lo Scià le ha accettate. Assicurasi che il posto di Granvisir sarà abolito, e che lo Scià tratterà direttamente coi ministri.

Bajona, 11.

Assicurasi che 10,000 carlisti abbiano incominciato ad attaccare Tolosa. Il generale Loma marcia per soccorrere questa città.

Madrid, 12.

Le Cortes approvarono i progetti di legge presentati da Castelar, relativi all'armamento ed al prestito, nonchè quello che colpisce con una multa le famiglie dei refrattari.

Parigi, 11.

Contrariamente all'asserzione del *Temps*, il maresciallo presidente non ebbe motivo di pronunziarsi sulle questioni che restano riservate, nè di ricusare od accettare la proposta per la proroga de' suoi poteri, la quale finora non fu discussa.

Parigi, 11.

Ecco un sunto più completo della risposta data da Broglie nella Commissione permanente circa le lettere pastorali dei vescovi e la politica estera. Egli disse che i documenti di cui si tratta, per quanto sia rispettabile la loro fonte, sono estranei al governo, e che i loro autori non esprimono punto l'intenzione di parlare in nome del governo, nè di impegnare la sua responsabilità, nè d'influire sulle sue determinazioni. Soggiunse che la politica estera del governo fu spiegata ripetutamente nei messaggi e nelle circolari, e che essa è una politica di pace, di concordia e di buoni rapporti con tutte le potenze, senza alcuna distinzione; insomma, una politica che prende l'Europa così come essa è, e non cerca di recarvi nessun cambiamento. Il ministro constatò che questa linea di condotta fu approvata in parecchie occasioni dall'Assemblea e ch'egli non vuole punto modificarla. Il ministro terminò dicendo che, se nel documento di cui si tratta trovasi qualche proposta che si allontani da questa politica, il governo non potrebbe punto esserne responsabile.

Il ministro dei culti soggiunse che, non essendo i vescovi pubblici funzionari, il governo non può in questa occasione avere alcuna responsabilità.

Parigi, 12.

Ieri, dopo la seduta della Commissione permanente, parecchi deputati della destra presenti a Versailles e i membri della maggioranza della Commissione permanente tennero una conferenza che durò un'ora.

New-York, 11.

Oro 111 5[8.

BORSA DI FIRENZE — 12 settembre.

Rend. ital. 5 0[0	69 50	contanti
Id. id. (god. 1° luglio 73)	— —	
Napoleoni d'oro	22 93	»
Londra 3 mesi	28 84	»
Francia, a vista	114 20	»
Prestito Nazionale	74 —	nominale
Azioni Tabacchi	879 —	fine mese
Obbligazioni Tabacchi	— —	
Azioni della Banca Naz. (nuove)	2322 —	contanti
Ferrovie Meridionali	462 —	nominale
Obbligazioni id.	— —	
Buoni id.	— —	
Obbligazioni Ecclesiastiche	— —	
Banca Toscana	1640 —	nominale
Credito Mobiliare	1031 —	fine mese
Banca Italo-Germanica	525 —	nominale
Banca Generale	— —	

BORSA DI PARIGI — 11 settembre.

	10	11
Prestito francese 5 0[0	92 20	92 82
Rendita id. 3 0[0	58 02	58 15
Id. id. 5 0[0	91 75	91 92
Id. italiana 5 0[0	62 70	62 60
Id. id.	— —	— —
Consolidato inglese	92 9[16	92 5[8
Ferrovie Lombardo-Venete	403 —	401 —
Banca di Francia	4265 —	4270 —
Ferrovie Romane	101 —	102 —
Obbligazioni Romane	172 50	170 50
Obbligaz. Ferr. Vitt. Em. 1863	189 50	190 —
Obbligaz. Ferrovie Meridionali	— —	— —
Cambio sull'Italia	12 3[4	12 3[4
Obbligaz. della Regia Tabacchi	478 75	478 —
Azioni id. id.	788 —	788 —
Londra, a vista	25 42	25 41
Aggio dell'oro per mille	8 1[2	8 1[2
Banca franco-italiana	— —	— —

BORSA DI VIENNA — 11 settembre.

	10	11
Mobiliare	237 50	237 50
Lombarde	176 —	173 50
Banca anglo-austriaca	172 —	171 —
Austriache	337 50	337 —
Banca Nazionale	968 —	964 —
Napoleoni d'oro	8 95	8 95
Cambio su Parigi	43 90	43 80
Cambio su Londra	112	111 90
Rendita austriaca	73 20	72 75
Id. id. in carta	69 55	69 10
Banca italo-austriaca	47 -	46 —
Rendita italiana 5 0[0	— —	— —

BORSA DI LONDRA — 11 settembre.

	10	11
Consolidato inglese	92 1[2	92 5[8
Rendita italiana	61 5[8	61 3[4
Turco	51 1[4	51 3[8
Spagnuolo	19 5[8	19 7[8

BORSA DI BERLINO — 11 settembre.

	10	11
Austriache	202 1[2	201 3[4
Lombarde	104 3[4	103 1[4
Mobiliare	142 1[4	138 3[4
Rendita italiana	61 1[2	61 1[4
Banca franco-italiana	— —	— —
Rendita turca	49 7[8	50 1[8

MINISTERO DELLA MARINA

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 9 settembre 1873 (ore 15 50).

Le pressioni continuano quasi stazionarie. Dominano venti leggeri delle regioni settentrionali, però il libeccio soffia ancora forte a Livorno. Cielo sereno in alcune stazioni, nuvoloso in altre. Coperto a Firenze e Palermo. Mare calmo tranne dalla Spezia a Livorno e all'ovest della Sicilia. Tempo molto variabile con venti forti di libeccio maestrale.

Firenze, 10 settembre 1873 (ore 15).

Pressioni leggermente aumentate in quasi tutta Italia. Venti dominanti tra ovest e nord. Libeccio forte e mar grosso a Livorno. Greco forte e mare agitato a San Teodoro presso Trapani. Mare calmo altrove. Cielo sereno o nuvoloso. Ieri forte temporale e acquazzone a Moncalieri. Leggere pioggie in qualche altro punto. Continua il tempo vario con venti delle regioni settentrionali.

Firenze, 11 settembre 1873 (ore 15 22).

Venti deboli o moderati delle regioni settentrionali. Cielo nuvoloso in Piemonte, in Liguria, in parte della Toscana e nel nord della Sicilia. Sereno altrove. Mediterraneo mosso. Adriatico calmo. Pressioni leggermente aumentate quasi dappertutto. Il tempo sarà generalmente buono.

TEATRI

POLITEAMA ROMANO — Riposo.
QUIRINO — Commedia: *Maria Antonietta*; Ballo: *I due tartufi*.
CAPRANICA — Parodia: *Dinorah*, con Pulcinella.

OSSERVATORIO DEL COLLEGIO ROMANO

Addì 11 settembre 1873.

	7 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.	*Osservazioni diverse*
Barometro	764 9	765 3	764 2	765 8	Dalle 9 pom. del giorno prec. alle 9 pom. del corrente)
Termometro esterno (centigrado)	17 8	25 3	25 7	20 4	TERMOMETRO
Umidità relativa	74	49	58	84	Massimo = 25 5 C. = 21 2 R.
Umidità assoluta	11 27	11 70	14 23	14 32	Minimo = 16 0 C. = 12 8 R.
Anemoscopio	N. 2	N. 1	O. 6	Calma	
Stato del cielo	10. chiariss.	10. chiariss.	10. chiariss.	10. chiariss.	

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA

del dì 12 settembre 1873.

VALORI	GODIMENTO	Valore nominale	CONTANTI		FINE CORRENTE		FINE PROSSIMO		Nominale
			LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	
Rendita Italiana 5 0[0	1 semest. 74	—	69 77	69 72	— —	— —	— —	— —	—
Detta detta 3 0[0	1 ottob. 73	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	—
Prestito Nazionale	1 aprile 73	—	— —	— —	— —	— —	—	— —	—
Detto piccoli pezzi			— —	— —	—	— —	— —	— —	—
Detto stallonato		—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0[0		—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Certificati sul Tesoro 5 0[0	1 luglio 73	537 50	514 —	512 —	— —	— —	— —	— —	—
Detti Emiss. 1860-64	1 aprile 73	—	73 60	73 55	— —	—	—	— —	—
Prestito Romano, Blount	»		72 70	72 60	— —	— —	— —	— —	—
Detto Rothschild	1 giugno 73	—	71 95	71 90	— —	—	— —	— —	
Banca Nazionale Italiana		1000		— —	—	—	—	— —	—
Banca Romana	1 luglio 73	1000	2000	1990	— —	— —	— —	— —	—
Banca Nazionale Toscana	»	1000	— —	—	— —	— —	— —	— —	—
Banca Generale	1 genn. 73	500	524 —	521 —	524 —	522 50	— —	— —	—
Banca Italo-Germanica	1 luglio 73	500	525	520 —	— —	—	— —	— —	—
Banca Austro-Italiana	»	500	420 50	420 —	— —	—	— —	—	—
Banca Industriale e Commerciale	»	250	— —	—	— —	— —	—	— —	—
Azioni Tabacchi	»	500	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Obbligazioni dette 6 0[0	»	500	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Strade Ferrate Romane	1 ottob. 65	500	— —	— —	—	— —	—	— —	—
Obbligazioni dette	1 luglio 73	500	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
SS. FF. Meridionali	»	500	—	— —	— —	— —	— —	— —	—
Obbligazioni delle SS. FF. Meridionali	»	500	—	— —	—	—	— —	— —	—
Buoni Merid. 6 0[0 (oro)	»	500	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Società Romana delle Miniere di ferro	1 maggio 67	537 50	— —	—	— —	— —	— —	— —	—
Società Anglo-Rom. per l'illuminazione a gas	1 genn. 73	500	— —	— —	— —	—	—	— —	540
Titoli provvisorii detta	»	500	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Gas di Civitavecchia	»	500	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Pio Ostiense	»	430	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Credito Immobiliare	1 luglio 73	500	— —	— —	— —	— —	— —	— —	395
Compagnia Fond. Ital.	»	250	—	— —	— —	— —	— —	— —	—
Rendita Austriaca		—	— —	— —	— —	— —	—	— —	—

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Ancona	30	— —	— —	— —
Bologna	30	— —	— —	— —
Firenze	30	— —	— —	— —
Genova	30	— —	— —	— —
Livorno	30	— —	— —	— —
Milano	30	— —	— —	— —
Napoli	30	— —	— —	— —
Venezia	30	— —	— —	— —
Parigi	90	— —	— —	— —
Marsiglia	90	112 80	112 70	— —
Lione	90	— —	— —	— —
Londra	90	28 85	28 84	— —
Augusta	90	— —	— —	— —
Vienna	90	— —	— —	— —
Trieste	90	— —	— —	— —
Oro, pezzi da 20 franchi		22 95	22 90	— —
Sconto di Banca 5 p. 0[0				

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti del 5 0[0: 2° semes. 1873 - 71 95 cont.; 72 05, 72 07 1[2 fine — 1° sem. 1874 - 69 75 cont.
Cert. emiss. 1860-64 73 55.
Prestito Rothschild 71 95.
Banca Austro-Italiana 420, 420 50 cont.

Il Deputato di Borsa: G. Righetti.
Il Sindaco: A. Pieri.

Segue ELENCO N. 224 *delle pensioni liquidate dalla Corte dei conti del Regno a favore d'impiegati civili e militari e loro famiglie.*

N° d'ordine	COGNOME E NOME	DATA E LUOGO DELLA NASCITA	QUALITÀ	LEGGE APPLICATA	DATA DEL DECRETO di liquidazione	PENSIONE MONTARE	PENSIONE DECORRENZA	OSSERVAZIONI
109	Ratto Giuseppe	20 marzo 1836	sottotenente nel regg. lancieri di Milano	3 luglio 1871	18 marzo 1872	640 »	1 ottobre 1871	a vita.
110	Dasso David Tommaso	1 aprile 1833 — Lavagna	sottotenente nel 14° fanteria	id.	id.	720 »	1 novemb. 1871	id.
111	Griletti Tommaso	18 gennaio 1841 — Mondovì	luogotenente nello stato maggiore delle piazze	id.	id.	475 »	16 dicemb. 1871	id.
112	Loy Domenico e per esso gli eredi legittimi	2 febbraio 1802 — Grottammare	già guardiano di Sanità marittima di 2ª classe	1 maggio 1828	id.	304 76	1 luglio 1871	sino al 2 settembre 1871.
113	Marciandi Luigia	9 giugno 1824 — Torino	vedova del cav. Giovanni Antonio Andrea maggiore in ritiro	27 giugno 1850	id.	880 »	9 gennaio 1872	durante vedovanza.
114	Goria Lazzaro	5 giugno 1827 — Maretto	capitano nello stato maggiore delle piazze, in aspett.	3 luglio 1871	id.	1589 92	16 dicemb. 1871	a vita.
115	Volat Natale	7 aprile 1829 — La Motte Servolex	id. id.	id.	id.	1561 59	1 marzo 1872	id.
116	Ghò Pietro Antonio	13 dicembre 1828 — Alessandria	maresciallo di alloggio dei carabinieri Reali	11 luglio 1852	id.	671 60	7 febbraio 1872	id.
117	Riva cav. Carlo	23 marzo 1830 — Torino	capitano nel 2° regg. bersaglieri	25 maggio 1852	id.	1139 94	17 dicemb. 1871	id.
118	Rocca Lazzaro	13 marzo 1828 — Cocconato	brigadiere nei Reali carabinieri	11 luglio 1852	id.	475 »	7 febbraio 1872	id.
119	Licciardi Antonio	7 febbraio 1821 — Lipari	marinaro di 2ª classe nella 2ª div. del corpo Reali equipaggi	20 giug. 1851 e 26 marzo 1865	id.	344 80	16 ottobre 1871	id.
120	De Mona Maria Carolina	—	ved. di De Palma Vito, già professore	Decr. Nap. 3 marzo 1816	id.	204 »	1 id.	durante vedovanza.
121	Serafini o Serafino Maria Luigia	28 maggio 1837 — Caltanissetta	orfana di Luigi, già capitano in ritiro e della predefunta Agresti Maddalena	3 maggio 1816	id.	170 »	13 gennaio 1871	durante lo stato nubile, e maritandosi le sarà pagata un'annata di pensione.
122	Afeltro Raffaele	16 novembre 1819 — Napoli	segretario di 1ª classe nell'amministrazione del Lotto in Napoli	14 aprile 1864	id.	2000 »	1 id. 1872	a vita.
123	Pazzini cav. Carlo	29 maggio 1822 — Torino	già ispettore demaniale di 3° circolo di Torino	id.	15 id.	2335 »	1 novemb. 1871	id.
124	Urgnani cav. Alessandro Benedetto	27 giugno 1807 — Brescia	già consigliere della Corte di appello in Milano	Direttive austriache	19 id.	7777 77	1 febbraio 1872	id.
125	Pedratti Tommaso	29 dicembre 1829 — Firenze	ajuto archivista della cessata Corte dei conti Toscana, in disponibilità	22 novembre 1849 e Sovrano decr. 14 aprile 1852	id.	638 40	1 gennaio 1872	id.
126	Marchisone Vincenzo	31 marzo 1812 — Villafranca di Piemonte	già ricevitore del registro a Villafranca di Piemonte	14 aprile 1864	id.	1937 »	id.	id.
127	Fernandez Mª Dª Carolina	24 ottobre 1806 — Roma	vedova del fu Antonio e madre del fu cav. Giovanni Morelli, già ingegnere nel corpo degl'ingegneri pontifici	Motuprop. pont. 1 magg. 1828 e l'Editto 28 giugno 1843	id.	129 »	8 settemb. 1871	durante vedovanza.
128	Ragot Maurizio	30 giugno 1788 — Saumur (Francia)	maresciallo sellajo in artiglieria del disciolto esercito pontificio	16 aprile 1844	id.	143 75	9 ottobre 1870	a vita.
129	Palmerini Leopoldo	11 gennaio 1827 — Viterbo	già commesso nella cessata polizia pontificia	Motuprop. pont. 1 magg. 1828 e l'Editto 28 giugno 1843	id.	1015 87	1 gennaio 1872	id.
130	Mascaroli Maria	17 luglio 1809 — Gibilterra	ved. del Carosio Rocca Girolamo, già vicepresidente nel tribunale civile e correzionale di Genova	14 aprile 1864	id.	920 »	17 novemb. 1871	durante vedovanza.
131	Belgeri Rachele	14 dicembre 1819 — Nassana	ved. di Moreschi Giovanni, già sostituto cancelliere di tribunale	id.	id.	320 »	30 id.	id.
132	Bianchi Siro	26 dicembre 1827 — Corteolona	sottotenente di fanteria	3 luglio 1871	id.	1020 »	1 id.	a vita.
133	Piccone Giulio	17 aprile 1845 — Siracusa	sottotenente nel 3° fanteria	id.	id.	380 »	1 marzo 1872	id.
134	Santini Vincenzo	30 ottobre 1837 — Antignano (Livorno)	luogotenente nel 38° distretto militare	id.	id.	770 »	id.	id.
135	Chiribiri Mª Rosa	2 luglio 1827 — Venezia	ved. dell'operajo dell'arsenale di Venezia Duse Giovanni	Ordinanza della marina austriaca 6 aprile 1866	id.	—	30 dicemb. 1871	cent. 25 e 925/1000 al giorno — durante vedovanza.
136	Ribotta Giovanni	11 settembre 1834 — Torino	luogoten. nello stato maggiore delle piazze, in aspett.	3 luglio 1871	id.	950 »	16 id.	a vita.
137	Canella Francesco	24 luglio 1832 — Chioggia (Venezia)	profess. aggiunto nella R. Accademia, in aspettativa	id.	id.	855 »	16 novemb. 1871	id.
138	Caratti Augusta	4 dicembre 1838 — Monselice	ved. di Duse Bonaventura capoguardiano carcerario provvigionato	Direttive austriache	id.	—	3 dicemb. 1871	cent. 51 e 851/1000 al giorno — durante vedovanza.
139	Monticolo Carlo	3 luglio 1834 — Venezia	sottotenente nel 37° fanteria	3 luglio 1871	id.	860 »	1 marzo 1872	a vita.
140	Bergamo dott. Ferdinando	16 gennaio 1820 — Napoli	medico di regg. di 1ª classe	id.	id.	1393 26	id.	id.
141	Moyne Giuseppe	20 febbraio 1803 — Martiniana Po	medico di reggimento	id.	id.	1900 »	1 ottobre 1871	id.
142	Jacono Giovanni	13 gennaio 1814 — Civitavecchia	già nostromo nella marina di finanza pontificia	24 ottobre 1827	id.	580 50	1 dicemb. 1870	id.
143	Rosso Giacomo Gioacchino	4 maggio 1819 — Genova	già contabile nelle sussistenze militari	14 aprile 1864	id.	1760 »	1 gennaio 1872	id.
144	Damiani Francesco	3 dicembre 1830 — Napoli	operajo borghese limatore di 3ª classe presso la fabbrica d'armi di Torre Annunziata	11 luglio 1852	id.	259 20	1 ottobre 1871	id.
145	Biancardi Vittoria	17 marzo 1823 — Novi Ligure	ved. di Dottero Luigi sottocommiss. di guerra di 1ª cl.	21 febbraio 1835	id.	518 »	17 settemb. 1871	durante vedovanza.
146	Orsini Filippo	21 dicembre 1829 — Firenze	luogotenente nel 37° regg. fanteria	3 luglio 1871	id.	770 »	1 novemb. 1871	a vita.
147	Benzi Luigi	14 ottobre 1819 — Borgotaro	professore negl'istituti militari, in aspettativa	id.	id.	1393 26	16 id.	id.
148	Gorret Giovanni Martino	14 maggio 1833 — Antus St-André (Aosta)	sottotenente nel 22° regg. fanteria	id.	id.	700 »	1 ottobre 1871	id.
149	Abrardi Giuseppe Nicoli	27 agosto 1812 — Parigi	professore di 3ª classe negl'istituti militari, in aspett.	id.	id.	1500 »	16 novemb. 1871	id.
150	Primerano Giuseppe	13 gennaio 1827 — Caserta	sottotenente nel 32° regg. fanteria	id.	18 id.	440 »	1 id.	id.
151	Battioni Ferdinando	30 gennaio 1823 — Golese	già spazzino demaniale, in disponibilità	12 dicembre 1826	19 id.	330 »	1 gennaio 1872	id.
152	Viale Paolo	15 nov. 1832 — Airole (S. Remo)	capitano nello stato maggiore delle piazze, in aspett.	3 luglio 1871	id.	1054 95	1 marzo 1872	id.
153	Bessolo cav. Alessandro	12 gennaio 1824 — Ivrea	maggiore d'artiglieria	id.	id.	2069 92	1 dicemb. 1871	id.
154	Tosto Maria Domenica	28 maggio 1834 — Genova	ved. di Tartarini Carlo, già capocannoniere di 1ª cl., morto in pensione	20 giug. 1851 e 26 marzo 1865	20 id.	550 08	13 ottobre 1871	durante vedovanza.
155	Martini Catterina	15 dicembre 1820 — Venezia	ved. di Paglia Francesco, già inserviente barcajuolo presso la dogana di terra di Venezia, in disponib.	Direttive austriache	id.	—	8 gennaio 1872	cent. 51 e 851/1000 al giorno — durante vedovanza — Lire 80 per una sol volta a titolo di trimestre funerario.
156	Boiral Pietro Francesco	19 novembre 1835 — Pinerolo	sottotenente nel 74° fanteria	3 luglio 1871	id.	660 »	1 marzo 1872	a vita.
157	De-Stolbergh Francesco Giuseppe	13 settembre 1848 — Prussia	sottoten. nei carabinieri esteri del già esercito pontif.	7 gennaio 1852	id.	322 80	9 ottobre 1870	id.
158	Guzzi Gio. Battista	6 novembre 1806 — Montebello	già cursore nella pretura d'Asiago	Direttive austriache	id.	777 78	1 settemb. 1871	id.
159	Ifitto Ilarione	8 dicembre 1823 — Venezia	nocchiere di 3ª classe nel corpo Reali equipaggi	20 giug. 1851 e 26 mar. 1865	id.	784 »	26 gennaio 1872	id.
160	Turolla o Turola Enrico	5 novembre 1819 — Bottrighe	già ufficiale di cancelleria della cessata amministrazione finanziaria Veneta, in disponibilità	14 aprile 1864	id.	1353 »	1 id.	id.
161	Ricci Achille	14 giugno 1833 — Sinigaglia	vicebrigadiere della gendarmeria pontificia	Reg. pont. 22 ottobre 1816 e dispaccio della Segreteria di Stato 5 febbraio 1839	id.	138 32	12 ottobre 1870	id.
162	Rossi Rosario	21 settembre 1811 — Catanzaro	cancelliere mandamentale	14 aprile 1864	id.	1120 »	1 gennaio 1872	id.
163	Tagliaferri Filippo	2 ottobre 1820 — Ciniano	maestro di calligrafia negl'istituti militari, in aspett.	3 luglio 1871	id.	880 »	16 novemb. 1871	id.
164	Pontecorvi Antonio	23 ottobre 1808 — Sonnino	già cancelliere della pretura di Bagnorea	Motuprop. pont. 1 maggio 1829 e l'Editto 28 giugno 1843	id.	818 10	1 dicemb. 1871	id.
165	Jaccheo Pasquale	29 aprile 1815 — Mercogliano	furiere nella Casa R. invalidi e comp. vet. di Napoli	27 giug. 1850 e 7 febb. 1865	id.	565 »	11 febbraio 1872	id.
166	Massone Francesco	31 ottobre 1819 — Lerici	tenente di 1ª classe nel corpo delle guardie doganali	13 magg. 1862 e 17 magg. 1863	id.	1650 »	1 dicemb. 1871	id.
167	Muni Giuseppa	14 ottobre 1816 — Reggio Calabria	ved. di Chiriaco Michele, già brigadiere doganale, in riposo	3 maggio 1816	id.	76 50	1 gennaio 1871	durante vedovanza.
168	Fucà Anna	20 novembre 1828 — Messina	ved. di Valle Francesco, già tenente doganale, a rip.	id.	id.	212 50	1 dicembre 1871	id.
169	Verità cav. Giovanni	19 febbraio 1807 — Modigliana	cappellano militare, in aspettativa	3 luglio 1871	id.	1935 »	1 settemb. 1871	a vita.
170	Ippolito Pasquale	15 maggio 1818 — Napoli	commesso di 6ª cl. nell'amministrazione del Lotto, in disponibilità	14 aprile 1864	id.	771 »	1 ottobre 1871	id.
171	Betagh Agnese	15 dicembre 1816 — Augusta	orfana di Giuseppe, già tenente, e di Maria, pension.	3 maggio 1816	id.	170 »	21 id.	durante lo stato nubile, e maritandosi avrà diritto ad un'annata di pensione.
172	Tosi Pietro	10 gennaio 1827 — Oleggio	caporale musicante	27 giug. 1850 e 7 febb. 1865	id.	465 »	8 febbraio 1872	a vita.
173	Contini Roberto	26 aprile 1857 — Colorno	orf. di Cesare Contini capitano e di Giuditta Liebel, pensionata	id.	id.	750 »	8 agosto 1872	durante l'età minore.
174	Conti Ernesto	25 novembre 1839 — Torino	luogotenente nel 55° fanteria, collocato a riposo col grado di capitano	id.	id.	1125 »	16 gennaio 1872	a vita.
175	Tron Giovanni Enrico	17 febbraio 1826 — Traverse	luogoten. nello stato maggiore delle piazze, in aspett.	id.	id.	1200 »	16 dicemb. 1871	id.
176	Sardi ing. Nicola	29 marzo 1834 — Rocchetta Tanaro	professore aggiunto col titolo di effettivo negl'istituti militari	3 luglio 1871	id.	759 96	16 novemb. 1871	id.
177	Sciccoli Giacomo	10 febbraio 1825 — Acquapendente	serg. nella Casa Reale inval. e comp. vet. di Napoli	27 giug. 1850 e 7 febb. 1865	id.	445 »	11 febbraio 1872	id.
178	Borta Michele	21 gennaio 1837 — Torino	capitano nel 6° fanteria	3 luglio 1871	id.	1054 95	1 marzo 1872	id.
179	Ciardelli Pasquino	12 gennaio 1798 — Palaja	custode nella soppressa procura generale della Corte dei conti Toscana, in disponibilità	14 aprile 1864	id.	677 »	1 gennaio 1872	id.
180	Bonacci Adelaide Id. Carolina Maria Id. Rosa Id. Barbara Id. Maria Felice	6 aprile 1818 — Civitanuova 20 gennaio 1820 — Rieti 5 luglio 1825 — Id. 12 giugno 1827 — Id. 2 gennaio 1833 — Roma	orfani nubili di Bonacci Giuseppe, già computista della dogana di Ripagrande, in pensione, e della premorta Campa Giovanna	Motuprop. pont. 1 magg. 1828 e l'Editto 28 giug. 1843	id.	1505 »	14 ottobre 1871	durante lo stato nubile o fino a che non siano provvedute a carico di qualche Pio luogo dipendente dallo Stato.
181	Belloni Carlo	19 febbraio 1804 — Firenze	sergente nei veterani d'Asti	27 giug. 1850 e 7 febb. 1865	id.	465 »	28 giugno 1872	a vita.
182	Bugando Bartolomeo	14 aprile 1820 — Gesola	sottotenente nell'arma di fanteria	25 maggio 1852	id.	510 »	17 settemb. 1872	id.
183	Lachenal Antonio	17 agosto 1826 — La Pierrere	maniscalco nel 12° regg. cavalleria	27 giug. 1850 e 7 febb. 1865	id.	465 »	11 febbraio 1872	id.
184	Tanzi Alessandro	9 novembre 1822 — Firenze	capitano nello stato maggiore delle piazze, in aspett.	id.	id.	1716 58	16 novemb. 1871	id.
185	Carradori Luigi	26 marzo 1819 — Monte Falcino	soldato nella Casa Reale invalidi e comp. vet. d'Asti	id.	id.	318 »	11 febbraio 1872	id.
186	Santurini Mariano	23 settembre 1810 — Venezia	operajo, già appartenente alla maestranza organizzata, stabilita presso la marina austriaca	6 aprile 1866	id.	—	16 aprile 1871	lire 34 56 e 782/1000 mensili — a vita.
187	Bruni Benedetto	10 giugno 1837 — Marano	già vicebrigadiere di gendarmeria pontificia	Reg. pont. 22 ottob. 1816 e dispaccio della Segreteria di Stato 5 febbraio 1839	id.	138 32	20 novemb. 1870	a vita.
188	Petonzoli Innocenzo	18 luglio 1828 — Acquapendente	brigadiere a piedi nella disciolta gendarmeria pontif.	id.	id.	503 64	16 gennaio 1871	id.
189	Morini Luigi	14 maggio 1827 — S. Michele	gendarme a piedi id.	id.	id.	138 32	10 ottobre 1870	id.
190	Pasmunzi Angelo	15 novembre 1828 — Soriano	maresciallo a piedi id.	id.	id.	612 48	27 febbraio 1871	id.
191	Picotti Filippo	1 maggio 1821 — Camerino	gendarme pontificio	id.	21 id.	138 32	id.	id.
192	Badelli Antonia Saporetti Fortunato Id. Clelia	31 dicembre 1815 — Ravenna 15 ottobre 1855 — Faenza 15 maggio 1859 — Ravenna	vedova e figli di Saporetti Filippo, già impiegato del dazio consumo governativo nelle Romagne	Motuprop. pont. 1 maggio 1828 e l'Editto 28 giugno 1843	id.	594 »	13 gennaio 1872	durante la vedovanza della madre, lo stato nubile delle figlie, ovvero fino a che non sia provveduto a carico di qualche Pio stabilimento o a carico dello Stato, e minorenne età del maschio.
193	Bartoletti cav. Gaetano	26 maggio 1816 — Pollenza	già caposezione al Ministero interno e grazia e giustizia pontificio	28 giugno 1843 e l'Editto 14 aprile 1864	id.	1354 50	1 febbraio 1872	a vita.
194	Dolcini Ambrogio	28 gennaio 1837 — S. Colombano	sottotenente di fanteria	3 luglio 1871	id.	540 »	1 novemb. 1871	id.
195	Scheri Federico	1 dicembre 1825 — Roma	già marinajo della marina di finanza pontificia, addetto ai piroscafi rimorchiatori del Tevere, destituito politico	24 ottobre 1827 e Sovr. decr. 27 novembre 1870	id.	516 »	1 gennaio 1872	id.
196	Ciattani Francesco	27 settembre 1827 — Roma	sostituto cancelliere al soppresso trib. civile di Roma	Motuprop. pont. 1 magg. 1828 e l'Editto 28 giugno 1843	id.	1209 37	1 aprile 1871	id.
197	Misatti Pietro	16 agosto 1810 — Ficulle	custode carcerario	id.	id.	246 71	1 ottobre 1871	id.
198	De Sortis Alfonso	8 novembre 1819 — Napoli	sottotenente nel 61° fanteria	3 luglio 1871	id.	860 »	id.	id.
199	De Filippis Daniele	9 maggio 1825 — Napoli	luogotenente nello stato maggiore delle piazze	27 giug. 1850 e 7 febb. 1865	id.	1225 »	16 gennaio 1872	id.
200	Grimaldi Pietro	18 febbraio 1824 — Guastalla	capitano nel 84° regg. fanteria	3 luglio 1871	id.	1286 61	1 ottobre 1871	id.

Situazione del dì 30 del mese di Agosto 1873

DELLA SOCIETÀ DI CREDITO DENOMINATA

SOCIETÀ GENERALE DI CREDITO MOBILIARE ITALIANO

con sede in Firenze.

CAPITALE.

Capitale sociale nominale	L.	50,000,000 „
Totale delle azioni	N.	100,000 „
Valore nominale per azione	L.	500 „
Azioni da emettersi — Numero	N.	—
Azioni da emettersi — Importo	L.	—
Saldo di azioni emesse	„	10,000,000 „
Capitale effettivamente versato	„	40,000,000 „

ATTIVO.

1. Numerario effettivo esistente nelle casse delle sedi e delle succursali	L.	2,053,590 44
2. Cambiali scontate in portafoglio e scadenti nel trimestre dal giorno d'oggi	„	6,033,151 92
3. Idem idem a più lunga scadenza	„	2,620,200 27
4. Anticipazioni sopra deposito di fondi pubblici ed altri titoli garantiti dallo Stato, dalle provincie e dai comuni	„	—
5. Idem sopra deposito di titoli privati	„	—
6. Idem sopra deposito di merci	„	—
7. Effetti da incassare per conto terzi	„	30,667 93
8. Beni stabili di proprietà dell'Istituto	„	1,528,297 75
9. Titoli dello Stato: valore nominale L. 7,551,533 64 — Prezzo d'acquisto	„	5,902,794 22
10. Idem delle provincie e dei comuni: valore nominale L. 5,127,125 — Prezzo d'inventario	„	3,825,475 „
11. Buoni del Tesoro	„	4,888,811 83
12. Azioni ed obbligazioni con guarentigia governativa	„	10,613,121 67
13. Idem senza guarentigia	„	52,825,532 24
14. Conti correnti con frutto	„	15,405,078 98
15. Idem senza frutto	„	692,320 17
16. Depositi di titoli a cauzione	„	50,113,582 54
17. Idem liberi e volontari	„	88,574,630 76
18. Debitori diversi per titoli senza speciale classificazione	„	11,101,065 36
19. Effetti in sofferenza	„	257,883 „
20. Valore dei mobili esistenti (ed altre spese di 1° stabilimento)	„	281,999 53
Totale delle attività	L.	256,751,303 61

Interessi 1° semestre 1873 s/ n° 100/m azioni sociali L. 1,200,000 „

Spese del corrente esercizio da liquidarsi in fine dell'annua gestione:
- di 1° stabilimento 1/89 . . „ 3,238 64
- d'ordinaria amministrazione . „ 592,255 79
- interessi passivi dei conti correnti . . „ 1,199,198 07
- perdite durante l'esercizio . „ —

Totale 2,994,692 50

L. 259,745,896 11

PASSIVO.

1. Capitale effettivamente versato	L.	40,000,000 „
2. Conti correnti a interesse	„	42,020,813 20
3. Idem senza interesse	„	3,027,837 72
4. Debiti ipotecarii sugli stabili di proprietà dell'Istituto	„	—
5. Sovvenzioni avute su fondi pubblici	„	5,603,312 „
6. Accettazioni cambiarie	„	1,620,056 34
7. Depositanti per depositi a cauzione	„	50,113,582 54
8. Idem idem liberi e volontari	„	88,574,630 76
9. Creditori diversi per titoli senza speciale classificazione	„	8,173,026 30
10. Fondo di riserva	„	2,635,495 80
11. Servizio semestrale di titoli diversi	„	787,326 14
12. Maggior valore dei titoli risultante fra le valutazioni precedenti e quella al 31 dicembre 1872	„	13,792,878 02
Totale delle passività	L.	256,348,958 82

Rimanenza profitti dell'esercizio 1872 . . . . . L. 65,806 23

Rendite del corrente esercizio da liquidarsi in fine dell'annua gestione:
- Interessi attivi . . . „ 2,766,668 88
- Sconti e provvigioni . „ 303,439 29
- Utili durante l'esercizio „ 261,022 89

Totale 3,396,937 29

4828 L. 259,745,896 11

AVVISO.

CARTIERA DI ARSIERO. 4854

Amministrazione Centrale di Venezia

A tenore dell'art. 10 dello statuto sociale sono invitati gli azionisti della Cartiera di Arsiero, sedente in Venezia, a voler effettuare il terzo versamento sulle loro azioni in L. 25 cadauna non più tardi del 5 al 10 ottobre p. v.

I versamenti dovranno farsi in Venezia presso la Cassa della Banca di Credito Veneto, che rilascierà apposite quitanze.

Il ritardo dei pagamenti farà incorrere nelle penalità portate dall'art. 11 dello statuto.

Il Consiglio d'Amministrazione.

Art. 11. Il ritardo dei pagamenti farà decorrere di pieno diritto l'interesse del 2 per cento in ragione d'anno oltre il saggio dello sconto della Banca Nazionale a carico dell'azionista ritardatario dal giorno della scadenza indicato, come è stabilito dall'art. precedente, senza necessità di alcun atto.

Ove questo ritardo oltrepassasse i trenta giorni, la Società rimane espressamente autorizzata a far vendere, mediante creazione di duplicati, le azioni non pagate, valendosi di agenti di cambio per conto ed a rischio e pericolo dell'azionista moroso, a senso degli articoli 153, 154 del vigente Codice di commercio.

INTENDENZA DI FINANZA DELLA PROVINCIA DI ROMA.

I pensionari Silvestri Caterina e Tacconi Domenico, Maria, Annunziata ed Anna, vedova la prima ed orfani gli altri di Luigi, hanno dichiarato di aver amarrito il proprio certificato d'inscrizione portante il n° 103135 della serie 2ª, per l'annuo assegno di lire cinquecento ottantatrè e centesimi otto, e si sono obbligati di tenere indenne lo Stato da qualunque danno che potesse derivare al medesimo in seguito alla spedizione di un nuovo certificato.

I pensionari stessi hanno inoltre fatto istanza per ottenere il nuovo certificato d'inscrizione.

Si rende consapevole perciò chiunque vi possa avere interesse che in seguito alla dichiarazione ed alla obbligazione surriferite, il nuovo certificato d'inscrizione verrà ai suddetti pensionari rilasciato quando, trascorso un mese dal giorno della pubblicazione del presente avviso, non sia stata presentata opposizione legale a questa Intendenza o al Ministero delle Finanze.

Roma, il 9 settembre 1873.

4928 *L'Intendente di Finanza:* CARIGNANI.

MUNICIPIO DI PIACENZA

Prestito della città di Piacenza 4 Luglio 1860

Coerentemente agli articoli 2 e 3 del capitolato di detto Prestito, la Commissione delegata ha proceduto oggi alla decimaterza estrazione a sorte d'una delle quaranta serie.

La serie estratta è quella portante il numero 38. I numeri di detta serie che hanno ottenuto i premi sono i seguenti:

14, 13, 7, 48, 16, 50, 39, 27, 38, 20, 41, 42, 8, 44, 5.

Piacenza, 1° settembre 1873.

4803 *Il ff. di Sindaco:* L. LUPI

INTENDENZA DI FINANZA DELLA PROV. DI CUNEO

AVVISO DI CONCORSO.

Dovendosi istituire una seconda rivendita di generi di privativa nel comune di Cortemiglia, borgata S. Pantaleo, circondario d'Alba, la quale dovrà effettuare le levate dei generi suddetti dal magazzino di Cortemiglia, viene col presente avviso aperto il concorso per il conferimento della rivendita medesima nella località suaccennata o nelle sue adiacenze.

Lo smercio presuntivo presso la suddetta rivendita può stabilirsi:

Riguardo ai tabacchi in	L.	8530 „
„ al sale	„	7000 „
E quindi in complesso di	L.	15530 „

Perciò il reddito sullo smercio dei tabacchi potrà ammontare a lire annue 850.

L'esercizio sarà conferito a norma del Reale decreto 2 settembre 1871, N. 459, Serie seconda.

Chi intendesse aspirarvi dovrà presentare a questa Intendenza la propria istanza in carta da bollo da centesimi 60, corredata dal certificato di buona condotta, dagli attestati giudiziari e politici provanti che nessun pregiudizio sussiste a carico del ricorrente e da tutti i documenti provanti i titoli che potessero militare a suo favore.

I militari, gl'impiegati e le vedove, pensionati, dovranno aggiungere il decreto dal quale emerga l'importo della pensione di cui sono assistiti.

Il termine del concorso è fissato al giorno in cui compirà il mese dalla data del presente numero della Gazzetta.

Trascorso questo termine le istanze presentate non saranno prese in considerazione, e verranno restituite al producente per non essere state presentate in tempo utile.

Le spese della pubblicazione del presente avviso e quelle per l'inserzione del medesimo nella *Gazzetta Ufficiale* e negli altri giornali, a norma del menzionato decreto Reale, si dovranno sostenere dal concessionario della rivendita.

Cuneo, li 6 settembre 1873.

4887 *L'Intendente di Finanza:* CASTAGNINO.

PREFETTURA DELLA PROVINCIA DI TORINO

AVVISO D'ASTA

per l'appalto della provvista di commestibili, combustibili ed altri generi di ordinario consumo occorrenti alla casa di pena pei cronici in Ivrea, durante il triennio 1874-75-76.

Essendosi fatto in tempo utile il ribasso del vigesimo ai prezzi cui erano stati deliberati all'asta delli 25 scorso agosto i sottoindicati lotti del suddetto appalto, si previene il pubblico che nel giorno 29 corrente, alle ore 10 antimeridiane, si procederà in quest'ufficio a nuovo incanto per i lotti stessi col ribasso infrasegnato, avvertendo che per trattarsi di secondo incanto, il deliberamento sarà definitivo ed avrà luogo qualunque sia il numero dei concorrenti.

LOTTI	GENERI		QUANTITÀ d'ogni genere da provvedersi durante l'appalto	PREZZI d'asta per ogni genere	AMMONTARE della fornitura per ogni genere	AMMONTARE della fornitura per ogni lotto	RIBASSO FATTO
1	2		3	4	5	6	
3	Vino rosso	Ett.	1050	50 »	5250 »	5850 »	5 95 per 100
	Aceto	»	20	30 »	600 »		
5	Paste di prima qualità	»	1950	0 70	1365 »	5105 »	6 42 per 100
	Paste di seconda qualità	»	6000	0 60	3600 »		
	Semolino	»	200	0 70	140 »		
7	Olio d'olivo per condimento	Mir.	40	24 »	960 »	3960 »	5 95 per 100
	Olio d'olivo per illuminazione.	»	150	20 »	3000 »		

L'asta avrà luogo col metodo delle candele e sotto l'osservanza delle prescrizioni contenute nel vigente regolamento per la contabilità generale dello Stato in data 4 settembre 1870, n° 5852.

Per essere ammessi all'asta dovranno gli accorrenti fare un preventivo deposito in valori legali ed effettivi eguale al ventesimo dell'ammontare del lotto o dei lotti a cui intendono di far partito, quale deposito sarà tosto dopo l'asta restituito, tranne ai deliberatari ai quali sarà ritenuto finchè non abbiano prestata la fideiussione o la cauzione di cui infra.

Le offerte verbali in ribasso ai prezzi specificati nella suddetta tabella dovranno essere fatte in ragione di un tanto per cento sull'ammontare complessivo di ogni lotto, con avvertenza che non potranno essere inferiori al mezzo per cento.

Negli otto giorni successivi al deliberamento dovranno gli aggiudicatari passare regolare atto di sottomissione e presentare ognuno un fideiussore ed un approbatore, oppure prestare una cauzione equivalente al sesto del montare della loro impresa, mediante vincolo di titoli del Debito Pubblico al corso di Borsa, o deposito di ugual somma nella cassa dei depositi e prestiti, con diffidamento che trascorso detto termine senza che ciò siasi eseguito, gli stessi aggiudicatari incorreranno nella perdita del deposito di cui sopra, il quale cederà *ipso jure* a beneficio dell'Amministrazione e si procederà a nuovi incanti.

Il pagamento delle provviste seguirà al fine di ogni trimestre, dietro presentazione delle richieste e dei buoni dei generi forniti durante il medesimo, sulla base dei prezzi di contratto.

L'appalto è durativo per un triennio a principiare dal 1° gennaio 1874 ed è regolato dal capitolato d'oneri approvato dal Ministero dell'Interno sotto la data 29 maggio 1863, visibile presso questa Prefettura in tutte le ore d'ufficio.

Le spese tutte di pubblicazione, d'asta, di contratto, copie, registro e bollo ecc. ecc. sono a carico dei deliberatari.

Torino, 12 settembre 1873.

Per detta Prefettura
MATTHEY.

4939

SOCIETÀ ITALIANA PER LE STRADE FERRATE MERIDIONALI

4727

32ª Settimana (dal 6 al 12 agosto 1873)

PROSPETTO dei prodotti col parallelo dell'anno precedente

RETE ADRIATICA E TIRRENA.

Anni	Viaggiatori	Bagagli	Grande velocità	Piccola velocità	Introiti diversi	Totale	Media dei chilometri esercitati	Prodotto per chilometro
Prodotti della Settimana.								
1872	243,072 12	8,296 80	35,113 11	222,211 31	1,507 52	510,200 86	1298, 00	393 07
1873	244,427 33	8,039 08	35,696 „	146,135 70	2,360 60	436,658 71	1369, 00	318 96
Differenze 1873	+ 1,355 21	— 257 72	+ 582 89	— 76,075 61	+ 853 08	— 73,542 15	+ 71, 00	— 74 11
Dal 1° Gennaio.								
1872	5,295,693 53	210,561 75	963,948 69	3,901,837 60	57,673 44	10,429,715 01	1298, 00	8,035 22
1873	6,199,410 07	210,133 60	1,116,150 86	4,656,714 10	64,387 61	12,246,796 24	1355, 04	9,037 96
Differenze 1873	+ 903,716 54	— 428 15	+ 152,202 17	+ 754,876 50	+ 6,714 17	+ 1,817,081 23	+ 57, 04	+ 1,002 74

RETE CALABRO-SICULA.

Anni	Viaggiatori	Bagagli	Grande velocità	Piccola velocità	Introiti diversi	Totale	Media dei chilometri esercitati	Prodotto per chilometro
Prodotti della Settimana.								
1872	41,328 89	1,310 84	4,587 07	28,334 07	367 53	75,928 40	643, 00	118 08
1873	40,303 45	1,334 07	6,406 33	25,250 55	826 93	74,121 33	643, 00	115 27
Differenze 1873	— 1,025 44	+ 23 23	+ 1,819 26	— 3,083 52	+ 459 40	— 1,807 07	»	— 2 81
Dal 1° Gennaio.								
1872	1,248,211 82	42,012 89	132,129 38	973,076 59	11,476 27	2,406,906 95	597, 50	4,028 30
1873	1,360,788 64	36,982 15	152,209 51	1,035,115 73	20,180 15	2,605,276 18	643, 00	4,051 75
Differenze 1873	+ 112,576 82	— 5,030 74	+ 20,080 13	+ 62,039 14	+ 8,703 88	+ 198,369 23	+ 45, 50	+ 23 45

SOCIETÀ GENERALE

DI CREDITO IMMOBILIARE E DI COSTRUZIONI IN ITALIA

Il Consiglio di amministrazione ha deliberato di convocare, come convoca, i signori azionisti in assemblea generale straordinaria pel giorno 6 ottobre prossimo, a ore 12 meridiane, presso la sede della Società, in Roma, Via Cesarini, n° 8.

All'Assemblea generale verrà sottoposto il seguente

Ordine del giorno:

1° Situazione della Società.
2° Rapporto del presidente del Consiglio di amministrazione.
3° Deliberare a termini dell'articolo 53 dello statuto sociale sulla convenienza della fusione con altro Istituto di Credito.

AVVERTENZE.

Per avere accesso all'assemblea dovrà farsi il deposito di almeno dieci azioni in Roma presso la sede della Società, via Cesarini, n° 8, quindici giorni prima di quello fissato per l'adunanza, ritirando il biglietto portante il numero delle azioni depositate, le quali verranno restituite a cominciare da 3 giorni dopo l'assemblea.

Ogni dieci azioni danno diritto ad un voto.

L'azionista che non abbia diritto ad intervenire all'assemblea può fare rappresentare le sue azioni da un altro azionista avente diritto al voto.

Per la validità delle deliberazioni dell'Assemblea è necessario che sieno presenti almeno quindici azionisti che abbiano almeno centocinquanta voti.

Roma, li 9 settembre 1873.

Per il Consiglio di Amministrazione
IL PRESIDENTE.

4894

AVVISO DI CONCORSO.

Essendosi resa vacante la rivendita di generi di privativa situata nel comune di Castiglione del Lago, al n° 1, la quale deve effettuare le leve dei generi suddetti dal magazzino di Perugia, viene col presente avviso aperto il concorso pel conferimento della rivendita medesima da esercitarsi nella località suaccennata o sue adiacenze.

Lo smercio verificatosi presso la suddetta rivendita nell'anno precedente fu:

Riguardo ai tabacchi di	L.	611 02
„ al sale di	„	383 40
E quindi in complesso di	L.	994 42

L'esercizio sarà conferito a norma del Reale decreto 2 settembre 1871, N. 459, (Serie seconda).

Chi intendesse di aspirarvi dovrà presentare a questa Intendenza la propria istanza in bollo da cinquanta centesimi, corredata dal certificato di buona condotta, dagli attestati giudiziari e politici provanti che nessun pregiudizio sussiste a carico del ricorrente, e da tutti i documenti provanti i titoli che potessero militare a suo favore.

I militari, gl'impiegati e le vedove, pensionati, dovranno aggiungere il decreto dal quale emerga l'importo della pensione da cui sono assistiti.

Il termine del concorso è fissato a tutto il giorno 30 settembre 1873.

Trascorso questo termine le istanze presentate non saranno prese in considerazione, e saranno restituite al producente per non essere state presentate in tempo utile.

Le spese di pubblicazione del presente avviso e quelle per la inserzione del medesimo nella *Gazzetta Ufficiale* e negli altri giornali, a norma del menzionato decreto reale, si dovranno sostenere dal concessionario della rivendita.

Perugia, 31 agosto 1873.

4757 *L'Intendente:* F. MAYER.

Istanza per nomina di perito.

Onorevole sig. presidente del tribunale civile di Viterbo,

La Banca Romana, rappresentata dal signor comm. Giuseppe Guerrini governatore della medesima, è creditrice di Giacomo Fontana erede beneficiato del suo genitore fu Lorenzo Fontana in forza di sentenza resa dal tribunale civile e correzionale di Roma, primo periodo feriale, li 30 agosto 1872, pubblicata li 3 settembre 1872, nonchè in forza di ordinanza rilasciata dal signor avvocato Smilari li 20 settembre 1872, trasmise precetto pel pagamento di lire 136,214 da effettuarsi entro trenta giorni, quali scorsi, si sarebbe proceduto alla subasta di molti fondi rustici ed urbani esistenti in Soriano e suo territorio, esattamente descritti nello stesso precetto.

A senso degli articoli 663 e 664 del vigente Codice di procedura civile, il sottoscritto procuratore della Banca Romana fa istanza alla S. V. Ill.ma affinchè nomini un perito ingegnere per la stima dei suddetti fondi e stabilirne il primo prezzo d'incanto.

4913 Carlo Borgassi proc.

R. PRETURA DI ANAGNI.

Il cancelliere sottoscritto, a senso dell'art. 955 del Codice civile e per ogni effetto di legge, fa noto che nel giorno due del mese di settembre corrente si sono presentati nella cancelleria della suddetta pretura i signori Giuseppe e D. Francesco fratelli Belli del fu Benedetto, possidenti domiciliati in Anagni, i quali hanno dichiarato che dovendo per legge succedere all'eredità del loro germano Costantino Belli, deceso intestato nella stessa città il giorno 30 luglio ultimo decorso, non intendevano accettare tale eredità se non col benefizio dell'inventario, che perciò con tale atto ne emettevano la formale dichiarazione, instando perchè venisse pubblicata a senso di legge.

Si rilascia pertanto il presente estratto desunto dal verbale originale per effetto dell'inserzione nella *Gazzetta Ufficiale del Regno.*

Anagni, li 9 settembre 1873.

4937 Il cancelliere F. Brunacci.

AVVISO. 4926

Si rende noto per ogni effetto di ragione, che la Tipografia in Roma sotto nome di Giuseppe Aurelj ha cessato, e che, d'intesa col proprietario, lo stralcio è stato affidato al sig. Cesare Nuti.

Il commercio librario, carta, ed altro, separatamente esercitato in Ancona, via S. Agostino num. 7-8, ed in Roma, in piazza Orfanelli, n. 104, prosegue come per lo innanzi.

Ancona, 7 settembre 1873.

Giuseppe Aurelj.

DIREZIONE STRAORDINARIA DEL GENIO MILITARE

PER LA REGIA MARINA IN VENEZIA

Avviso d'Asta.

Si notifica al pubblico che nel giorno 29 settembre 1873, alle ore 2 pom., si procederà in Venezia, avanti al direttore del Genio Militare, nell'ufficio della Direzione predetta, situato sulla fondamenta *di fronte all'Arsenale*, all'anagr. n° 2127, piano terreno, all'appalto dei seguenti lavori:

1. **Demolizioni di edifici, per far luogo alle costruzioni seguenti;**
2. **Uno scalo da costruzioni navali, della lunghezza di metri 100;**
3. **Altro scalo „ „ „ 80, con piattaforma per alaggio di bastimenti;**
4. **Costruzione di banchine verso la Darsena Novissimetta ed il Canale e Bacino delle Galeazze;**
5. **Riduzione della tettoja delle seghe per nuovi usi, riordinamento e sistemazione dei piazzali e fabbricati attigui agli scali;**

Per l'ammontare complessivo di lire 1,250,000 00, da eseguirsi nel termine di anni tre.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso la Direzione predetta, nel locale suindicato, dalle ore 9 ant. alle 4 pom.

Durante l'eseguimento dei lavori saranno pagati abbuonconti, in ragione dei 9/10 dell'importare dei lavori eseguiti.

Il periodo di tempo utile (fatali) per presentare l'offerta di ribasso non minore del ventesimo sul prezzo al quale verrà deliberato nel detto incanto, è di giorni quindici, decorribili dal mezzodì del giorno del deliberamento.

Il deliberamento seguirà a favore del miglior offerente che nel suo partito suggellato e firmato avrà offerto, sulla somma sopra citata, un ribasso di un tanto per cento maggiore del ribasso minimo stabilito in una scheda d'ufficio suggellata e deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Gli aspiranti all'appalto, per esservi ammessi, dovranno presentare:

1. Un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'autorità politica o municipale del luogo in cui sono domiciliati;

2. Un attestato di persona dell'arte, confermato dal suddetto direttore del Genio militare, il quale attestato sia di data non anteriore di sei mesi, ed assicuri che l'aspirante ha le cognizioni e capacità necessarie per l'eseguimento e la direzione dei lavori da appaltarsi;

3. Un certificato di aver fatto presso la Direzione suddetta, ovvero nelle Casse dei depositi e prestiti o delle Tesorerie dello Stato, un deposito della somma di lire 70,000 00. Questo deposito potrà esser fatto in contanti od in cartelle al portatore, del Debito Pubblico del Regno d'Italia, al valore di Borsa nella giornata antecedente a quella in cui verrà operato il deposito.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni territoriali del Genio Militare; di questi ultimi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno a questa Direzione ufficialmente e prima dell'apertura dell'incanto, e se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito di cui sopra, o presentata la ricevuta del medesimo, ed i sopra citati certificati.

Il ricevimento dei depositi che si vogliano fare presso la Cassa di questa Direzione per concorrere all'asta, e la presentazione degli altri titoli occorrenti per essere ammessi, avrà luogo dalle ore 9 alle 11 antimeridiane del giorno 29 settembre 1873.

All'atto della stipulazione del contratto il deliberatario dovrà depositare altra somma di lire 55,000 00 a compimento della definitiva cauzione di lire 125,000 00 prescritta dalle condizioni d'appalto per l'adempimento degli obblighi del contratto.

Nella stipulazione del contratto il deliberatario dovrà sottostare alle spese di pubblicazione, bollo, segreteria, registro, ed a tutte quelle altre di cui è cenno nel capitolato d'appalto.

Dato in Venezia, addì 9 settembre 1873.

Per la Direzione
Il Segretario: MONTICELLI.

4906

BANCA GENERALE

ROMA — *Via Plebiscito, 106-107, Palazzo Doria Pamphily*

Situazione al 1° Settembre 1873.

ATTIVO.

Azionisti saldo azioni	L.	15,000,000 „
Numerario in cassa	„	481,763 95
Portafoglio	„	3,161,667 37
Effetti pubblici	„	9,145,031 97
Anticipazioni sopra deposito di carte pubbliche fatte con polizza.	„	20,937 35
Debitori in conto corrente garantiti con deposito	„	910,367 51
Debitori diversi e conti debitori	„	18,492,661 92
Partecipazioni diverse	„	1,555,441 55
Depositi liberi.	„	147,700 „
„ a cauzione	„	1,306,755 05
Interessi passivi su conti correnti	„	127,613 08
Mobili	„	40,973 80
Spese d'impianto	„	195,056 16
Imposte e tasse	„	92,889 81
Spese di amministrazione e diverse	„	141,001 46
Totale	L.	50,849,870 98

PASSIVO.

Capitale sociale	L.	30,000,000 „
Fondo di riserva	„	73,988 25
Conti correnti 3 0/0 per capitale ed interessi	„	1,080,194 52
„ „ 4 0/0	„	3,254,329 37
„ „ disponibili	„	„
Creditori diversi e conti creditori.	„	13,646,067 50
Effetti a pagare	„	138,094 55
Depositanti di depositi liberi.	„	147,700 „
„ „ a cauzione	„	1,306,755 05
Azionisti conto dividendo	„	59,416 45
Rimborsi imposte e spese	„	189 „
Utili lordi dell'esercizio in corso	„	1,110,036 73
Risconto e saldo utili 1872	„	33,114 56
Totale	L.	50,849,870 98

Il Direttore Generale: A. ALLIEVI.

Il Capo Contabile: P. Ashton.

La Banca riceve versamenti in conto corrente, corrispondendo l'interesse del 3 per 100.

Vincolando la somma versata per due mesi e più, corrisponde il 4 per 100.

Sconta effetti fino alla scadenza di sei mesi.

Fa anticipazioni sopra depositi di fondi pubblici al 6 per 100 e di valori industriali al 6 1/2 per 100.

Apre crediti in conto corrente contro depositi di carte pubbliche e valori industriali al 6 1/2 per 100.

Riceve valori in semplice custodia mediante la provvigione di 1/2 per 0/00 per sei mesi sul valore dichiarato.

Rilascia lettere di credito per l'Italia e per l'Estero. 4936

PRIMA SOCIETÀ ITALIANA

PER

lo stigliamento meccanico e lavorazione della Canapa e del Lino

Deliberatosi dal Consiglio di amministrazione di emettere la seconda serie del capitale sociale, costituita di cento azioni cadauna di lire mille, si prevengono li signori soci che per ogni sette azioni delle settecento di già coperte ne sarà assegnata una nuova al tasso di L. 1040; che i possessori di meno che sette azioni primitive, i quali per non essersi uniti ad altri soci per conseguirne una, intendessero concorrere al sorteggio delle azioni costituite dai frazionamenti dovranno avanzare analoga dichiarazione; che il termine per tale dichiarazione e per la soscrizione (da effettuarsi in Montagnana nell'ufficio del Comitato esecutivo) di dette cento azioni è fissato a tutto il 10 ottobre 1873; che le azioni si pagano con lire 140 all'atto della sottoscrizione e con lire 900 in nove eguali rate mensili, cominciando col 1° novembre 1873.

Ogni socio concorrente all'assegno di nuove azioni dovrà indicare il numero di quelle dallo stesso possedute e rappresentate se nominative; se al portatore, le azioni saranno non solo citate nella dichiarazione, ma eziandio depositate nell'ufficio del Comitato.

Le azioni che rimanessero scoperte saranno negoziate.

Montagnana, li 5 settembre 1873.

4846 IL COMITATO ESECUTIVO.

CASSA CENTRALE DI RISPARMI E DEPOSITI DI FIRENZE

SETTIMANA *dal 24 al 30 agosto* 1873. 4729

	NUMERO dei versamenti	NUMERO dei ritiri	VERSAMENTI Lire	RITIRI Lire
Risparmi	356	608	85,586 90	125,937 74
Depositi diversi	30	86	83,210 37	113,293 16
Casse affiliate (di 1ª cl. in conto corr.	»	»	4,100 »	110,000 »
Casse affiliate (di 2ª cl. idem	»	»	56,590 »	1,400 »
Associaz. It. per erigere la facciata del Duomo di Firenze.	»	»	»	48 50
Somme	. . . . .	. . . . .	229,487 27	350,679 40

Alla Gazzetta d'oggi è annesso un Supplemento contenente Avvisi d'asta ed Annunzi giudiziari.

FEA ENRICO, Gerente. | ROMA — Tip. Eredi Botta Via de' Lucchesi, 4.